



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 78.503/4
du 10 décembre 2025

advies 78.503/4
van 10 december 2025

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant la procédure
électronique devant la section
du contentieux administratif
du Conseil d'État'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van de
elektronische procesvoering
voor de afdeling
bestuursrechtspraak van
de Raad van State'

Le 19 novembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de Beliris à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant la procédure électronique devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 10 décembre 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Dimitri YERNAULT et Anne-Stéphanie RENSON, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 décembre 2025.

*

Op 19 november 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Beliris verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de elektronische procesvoering voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 10 december 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Dimitri YERNAULT en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 december 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Le projet soumis pour avis contient des dispositions qui règlent le traitement de données à caractère personnel.

Il ressort du dossier communiqué à la section de législation que le projet a été soumis pour avis à l'Autorité de protection des données mais que cet avis n'a pas encore été donné.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de viser plus précisément l'article 31*bis*, § 3, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Article 85bis, § 3, en projet

1. De l'accord de la déléguée, outre « le recours à la procédure électronique », c'est plus largement « l'accès à la plate-forme électronique » qui requiert un enregistrement préalable. En effet, les parties qui ont fait le choix de la procédure non électronique pourront malgré tout avoir accès à la plateforme électronique via la clé alphanumérique à usage unique qui leur est transmise en vertu de du paragraphe 10.

L'alinéa 1^{er} gagnerait à être précisé sur ce point.

2. En ce qui concerne l'alinéa 3 en projet, comme le confirme le rapport au Roi, les tiers qui se voient reconnaître un accès spécifique ou total aux affaires électroniques d'un utilisateur sont eux-mêmes des « utilisateurs » au sens de l'article 85*bis*, § 2, 1^o, en projet et devront s'enregistrer conformément aux paragraphes 3 et 10.

La question se pose de savoir si ces tiers pourront à leur tour partager l'accès qui leur aura ainsi été octroyé en vertu du paragraphe 3, alinéa 3, en projet. Interrogée à ce propos, la déléguée précise ce qui suit :

« L'objectif est d'offrir aux utilisateurs une certaine souplesse/autonomie dans la gestion de leurs dossiers et de leurs accès, ce qui manque aujourd'hui sur la plate-forme actuelle. Les destinataires d'un partage 'spécifique', c'est-à-dire d'une affaire, peuvent en effet partager à leur tour le dossier concerné.

Les dossiers partagés, à la suite d'un partage de profil, ne peuvent pas être partagés par un nouveau partage de profil de second degré. Ils peuvent toutefois être partagés spécifiquement ».

Le dispositif sera revu afin de clarifier qu'un nouveau partage global à la suite d'un premier partage global n'est pas autorisé.

Article 85bis, § 7, en projet

Le format dans lequel les documents doivent être déposés sur la plateforme électronique constitue un élément central de l'utilisation de la procédure électronique. Le choix des formats autorisés aura une incidence directe sur l'exercice, par les parties, de leur droit à un recours effectif.

Le rapport au Roi précise qu'il s'agit du format « PDF » ou « WORD ». Il est en outre précisé que le PDF devra pouvoir faire l'objet de copier-coller. S'il peut être admis que la détermination du format autorisé constitue un élément particulièrement technique qui ne peut être figé dans une loi ou un arrêté royal, il importe que cet élément soit défini dans le respect de la sécurité juridique et du droit à un recours effectif. Il va dès lors de soi que les formats autorisés doivent être choisis en tenant compte du principe de proportionnalité et annoncés de manière claire et que toute modification à ce sujet doit être annoncée moyennant un certain délai afin de permettre aux utilisateurs d'anticiper les modifications ou adaptations informatiques qui s'imposent dans leur chef.

Article 85bis, § 11, en projet

1. Il résulte du rapport au Roi que la « qualité suffisante » exigée renvoie à la lisibilité des actes de procédure et des pièces déposées. Dans un souci de sécurité juridique, il convient de le préciser expressément, en remplaçant le mot « qualité » par le mot « lisibilité ».

2. Le paragraphe 11 impose également que les documents soient déposés dans « un format exploitable par les autres parties et le Conseil d'État ». Le rapport au Roi précise :

« De même, si la plate-forme électronique accepte différents formats de documents, celui choisi sera de nature à pouvoir être utilisé et exploité par les autres parties et le Conseil d'État. En particulier, les documents en format 'PDF' se présentent sous une forme telle que leur texte peut être copié et collé dans un autre document, et le cas échéant y être retravaillé ».

Il va de soi que les formats exploitables doivent être choisis en tenant compte du principe de proportionnalité et annoncés de manière claire, dès lors qu'il s'agit d'une obligation qui est imposée aux parties qui utilisent la procédure électronique et que celle-ci participe au respect des droits de la défense.

Article 85bis, § 14, en projet

1. L'article 85bis, § 13, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 'déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État' (ci-après : le « règlement général de procédure ») est actuellement rédigé comme suit :

« La communication des actes de procédure par le Conseil d'État ainsi que les notifications, avis et convocations se font par dépôt dans le dossier électronique. Elles se font conformément à l'article 84 à l'égard des autres personnes.

Les gestionnaires de dossier et leurs délégués sont avisés de ce dépôt par courrier électronique.

Une copie électronique des envois qui leur sont adressés est conservée sur le site.

Le délai que ces envois font courir prend cours lors de la première consultation de la pièce par leur destinataire, qu'il s'agisse du gestionnaire de dossier ou d'un de ses délégués. Lorsqu'une pièce n'a pas été consultée par son destinataire dans les trois jours ouvrables de l'envoi du courrier, un courrier électronique de rappel est envoyé. À défaut de consultation de la pièce, celle-ci est réputée avoir été notifiée à l'expiration du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi du courrier électronique de rappel. [...] ».

L'article 85bis, § 14, en projet du règlement général de procédure dispose :

« La communication des actes de procédure par le Conseil d'État ainsi que les notifications, avis et convocations se font par un dépôt dans le dossier électronique. Elles se font conformément à l'article 84 à l'égard des parties qui n'utilisent pas la procédure électronique.

Les utilisateurs sont avisés de ce dépôt par un courrier électronique.

Une copie électronique des envois qui leur sont adressés est conservée sur la plateforme électronique.

Les délais que ces dépôts font courir prennent cours lors de la première consultation de l'acte de procédure par un utilisateur de la partie destinataire lié au dossier concerné. Chaque utilisateur lié à cette partie destinataire dans un dossier déterminé peut faire courir un délai. Lorsqu'un acte de procédure n'a pas été consulté dans les trois jours ouvrables du dépôt effectué par le greffe dans le dossier électronique, celui-ci est réputé avoir été notifié à l'expiration du troisième jour ouvrable qui suit le jour du dépôt effectué par le greffe dans le dossier électronique concerné. [...] ».

2. C'est désormais le dépôt dans le dossier électronique (et non plus l'envoi du courrier électronique informant les utilisateurs de ce dépôt) qui enclenche le délai de trois jours ouvrables à l'issue duquel l'acte concerné est présumé avoir été notifié.

Un courrier électronique est toujours envoyé aux utilisateurs concernés afin de les aviser de ce dépôt mais celui-ci n'est plus l'élément déclencheur de la présomption de notification.

Contrairement à ce que prévoit l'actuel article 85*bis*, § 13, il n'est plus prévu d'envoyer un courrier électronique de rappel en cas de non-consultation de la pièce dans les trois jours ouvrables de l'envoi du courrier.

Le fait de fixer des délais dans lesquels des actes de procédure doivent être accomplis poursuit un but légitime de sécurité juridique et de bonne gestion de la procédure devant le Conseil d'État. Le point de départ de ce délai et les obligations qui sont imposées aux parties doivent cependant être raisonnablement proportionnés à cet objectif.

Interrogée à ce sujet, la déléguée explique ce qui suit :

« Pour la communication vers les parties, nous avons conservé la méthode de travail actuelle. Les e-mails envoyés sont comparables à la sonnette du facteur ou au message laissé dans la boîte aux lettres lorsque le destinataire n'est pas présent chez lui. La concertation avec les barreaux a montré l'importance de ces e-mails pour la plate-forme actuelle, ce qui explique pourquoi cette méthode de travail est conservée dans le nouvel environnement.

Lors de visites de travail à la CJUE et au CCE, l'importance de ces e-mails a aussi été confirmée. Dans le cadre de la procédure électronique à Luxembourg, l'utilisateur est également informé par e-mail ordinaire des activités sur leur plate-forme de procédure électronique. Comme chez nous, la notification et la réception des pièces se font via la plate-forme.

[...]

La plate-forme actuelle fonctionne également avec le démarrage automatique du délai après le téléchargement de la notification par le greffe. Cette forme active de notification n'a jamais été remise en question. La nouvelle réglementation raccourcit ce délai et supprime le rappel. La fixation du délai (3 jours ouvrables) est inspirée du système existant pour le délai de recours devant le Conseil d'État, en cas de notification de l'acte attaqué par l'envoi d'un pli recommandé sans accusé de réception (voir art. 4, § 2, alinéa 3, du règlement général de procédure). Voir aussi le rapport au Roi, examen des articles, article 1^{er}, § 14. Les conditions d'utilisation de la plate-forme vont spécifier clairement que les utilisateurs seront invités à se connecter régulièrement à la plate-forme (au moins une fois par semaine) pour éviter cet écueil, à l'instar de ce qui est également prévu pour la procédure électronique devant la CJUE ».

Une démarche active dans le chef des parties concernées, telle qu'elle est envisagée par le dispositif à l'examen, ne paraît pas en soi disproportionnée. La section de législation relève toutefois que le délai de « trois jours ouvrables » au-delà duquel la notification est réputée avoir eu lieu est réduit par rapport au délai actuellement en vigueur, dès lors que le courrier électronique de rappel est supprimé.

Il résulte des explications fournies que ce délai est inspiré de l'article 4, § 2, alinéa 3, du règlement général de procédure. Cette disposition a été insérée par l'arrêté royal du 24 mai 2011 'modifiant l'article 4 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État'. Le rapport au Roi accompagnant cet arrêté explique que l'objectif de cette disposition est de faire application, par analogie, de l'article 53*bis* du Code judiciaire. Si la notification visée au paragraphe 1^{er} est faite par lettre recommandée simple, c'est-à-dire sans accusé de réception, le premier jour du délai de recours au Conseil d'État, jour compris dans celui-ci, est le troisième jour ouvrable qui suit l'envoi du pli. Toutefois, le destinataire du pli peut apporter la preuve de ce qu'il a reçu le pli un autre jour, plus tardif.

Un courrier recommandé offre des garanties quant à son dépôt à l'adresse du destinataire. La fixation d'une présomption de notification dans les trois jours ouvrables de l'envoi du pli repose sur l'idée que c'est en moyenne le délai nécessaire à la poste pour déposer le pli ou l'avis de passage du facteur dans la boîte aux lettres, et permet de limiter les discussions à ce sujet. En ce qui concerne la consultation de la plateforme, il s'agit de donner un délai de trois jours ouvrables aux parties pour consulter celle-ci. La *ratio legis* n'est donc pas la même.

Il résulte également des explications fournies par la déléguée que l'intention est de s'inspirer de la procédure e-Curia qui prévoit un délai de sept jours ¹. La déléguée précise d'ailleurs qu'il sera recommandé aux avocats de se connecter à la plateforme au moins une fois par semaine.

Une présomption de notification à l'expiration d'un délai de trois jours ouvrables à dater du dépôt du document sur la plateforme n'est pas en cohérence avec la recommandation d'une connexion hebdomadaire des avocats à la plateforme.

Afin d'assurer cette cohérence, il paraît indiqué de remplacer le délai de trois jours ouvrables par un délai de cinq jours ouvrables.

3. En outre, la section de législation relève que l'auteur du projet évoque dans le rapport au Roi sa volonté de remédier aux éventuels problèmes d'envoi et de réception des courriels. L'avertissement des utilisateurs d'une nouvelle notification constitue une garantie importante et facilite l'exercice par les parties de leur droit à un recours effectif via la procédure électronique. Un courrier électronique ordinaire présente l'inconvénient que son émetteur n'est pas en mesure d'en prouver, en tout cas pas de manière évidente et simple, la réception par son destinataire. Il ressort des explications apportées par la déléguée qu'aucune solution technique n'existe actuellement pour l'envoi de courrier électronique recommandé ². Compte tenu de l'état des technologies disponibles, l'auteur du projet appréciera, également en tenant compte des impératifs de faisabilité, si des modes d'avertissement alternatifs et complémentaires, tel l'envoi concomitant d'un message d'alerte vers un numéro de téléphone mobile que communiqueraient les utilisateurs qui souhaiteraient être informés par ce biais, ne pourraient pas être prévus, de manière à limiter le risque de non-information d'un utilisateur qui résulterait de la non-réception par celui-ci du courrier électronique l'informant d'un nouveau dépôt dans le dossier électronique.

¹ [2024-09-05 conditions-utilisation-ecuria_fr 2024-09-25 10-50-6 987.pdf](#).

Le point 23 des conditions d'utilisation énonce : « Un acte de procédure est toutefois réputé avoir été signifié à l'expiration du septième jour qui suit celui au cours duquel un courriel a été envoyé à l'utilisateur pour l'avertir de la disponibilité de l'acte dans e-Curia. Il est recommandé de se connecter à e-Curia au moins une fois par semaine ».

² Interrogée sur les raisons pour lesquelles la notification n'a pas lieu par le biais d'un courrier électronique recommandé au sens des articles 3, point 36, et 43 du règlement (UE) 910/2014 du 23 juillet 2014 'sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE', la déléguée précise ce qui suit : « [...] Les envois recommandés numériques pourraient éventuellement constituer une alternative (avec accusé de réception), mais semblent nettement moins adaptés pour signaler qu'un envoi est prêt à être réceptionné. Des contacts ont déjà été pris avec BPost à cet effet mais pour le moment, il n'y a pas eu de solutions concrètes proposées ».

4. Enfin, la section de législation observe qu'à l'heure actuelle, la consultation de la plateforme informatique permet à l'utilisateur de se rendre immédiatement compte des dossiers dans lesquels un nouveau document a été déposé et doit être consulté. L'utilisateur concerné ne doit donc pas aller vérifier, dossier par dossier, si un nouveau document a été déposé. Il s'agit là d'un élément qui contribue à la proportionnalité de la démarche imposée aux utilisateurs. Le rapport au Roi sera utilement complété pour confirmer cette modalité de fonctionnement de la plateforme informatique.

5. La disposition en projet sera réexaminée et celle-ci ainsi que le rapport au Roi seront, le cas échéant, revus à la lumière de ces observations.

Article 85bis, § 16, en projet

Le rapport au Roi indique que « rien ne change par rapport au régime actuel ».

Cependant, le régime en projet prévoit un délai de « six mois » qui n'existe pas actuellement. Interrogée à ce propos, la déléguée explique ce qui suit :

« Il s'agit d'une méthode de travail existante qui n'était pas mentionnée dans la réglementation actuelle. Lors de l'élaboration du projet, nous avons estimé qu'il était utile de clarifier ce point ».

Il est pris acte de cette explication.

Article 2

Au b), l'auteur du projet s'assurera qu'il n'y a pas lieu de remplacer les mots « § 14 » par les mots « § 14, alinéa 5 ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het om advies voorgelegde ontwerp bevat bepalingen die de verwerking van persoonsgegevens regelen.

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, blijkt dat het ontwerp voor advies is voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit maar dat het advies nog niet is uitgebracht.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het eerste lid moet meer specifiek verwezen worden naar artikel 31*bis*, § 3, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Ontworpen artikel 85bis, § 3

1. Zoals de gemachtigde heeft beaamd, is niet alleen voor “elektronische procesvoering”, maar meer in het algemeen voor “de toegang tot het elektronische platform” voorafgaande registratie vereist. De partijen die voor de niet-elektronische procedure hebben gekozen, zullen immers ondanks alles toegang kunnen hebben tot het elektronische platform via de eenmalig bruikbare alfanumerieke sleutel die hen krachtens paragraaf 10 wordt bezorgd.

Het verdient aanbeveling het eerste lid op dat punt te verduidelijken.

2. Wat het ontworpen derde lid betreft, zijn de derden aan wie een specifieke of een “globale” toegang tot de elektronische zaken van een gebruiker verleend wordt, zoals in het verslag aan de Koning wordt bevestigd, zelf “gebruikers” in de zin van het ontworpen artikel 85bis, § 2, 1°, en moeten zij zich overeenkomstig de paragrafen 3 en 10 registreren.

De vraag rijst of die derden de toegang die hen aldus krachtens de ontworpen paragraaf 3, derde lid, is verleend, op hun beurt mogen delen. Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L’objectif est d’offrir aux utilisateurs une certaine souplesse/autonomie dans la gestion de leurs dossiers et de leurs accès, ce qui manque aujourd’hui sur la plate-forme actuelle. Les destinataires d’un partage ‘spécifique’, c’est-à-dire d’une affaire, peuvent en effet partager à leur tour le dossier concerné.

Les dossiers partagés, à la suite d’un partage de profil, ne peuvent pas être partagés par un nouveau partage de profil de second degré. Ils peuvent toutefois être partagés spécifiquement.”

Het dispositief moet herzien worden om nader te bepalen dat nadat een eerste keer een “globale” toegang is gedeeld, niet opnieuw een “globale” toegang kan worden gedeeld.

Ontworpen artikel 85bis, § 7

Het formaat waarin de documenten op het elektronische platform neergelegd moeten worden, vormt een zeer belangrijk aspect van het gebruik van de elektronische procedure. De keuze van de toegelaten formaten zal een rechtstreekse impact hebben op de uitoefening door de partijen van hun recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel.

In het verslag aan de Koning staat dat het om het “PDF”- of “WORD”-formaat gaat. Bovendien staat er dat uit het PDF-bestand gekopieerd en geplakt moet kunnen worden. Hoewel kan worden aangenomen dat het bepalen van het toegelaten formaat een bijzonder technisch gegeven vormt dat niet in een wet of koninklijk besluit vastgelegd kan worden, is het belangrijk dat dit element wordt gedefinieerd met inachtneming van de rechtszekerheid en van het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel. Het spreekt dan ook vanzelf dat de toegelaten formaten gekozen moeten worden rekening houdend met het evenredigheidsbeginsel en duidelijk moeten worden vermeld, en dat elke wijziging op dat vlak ter kennis gebracht moet worden met inachtneming van een bepaalde termijn, zodat de gebruikers kunnen anticiperen op de wijzigingen of aanpassingen die ze op het vlak van informatica zullen moeten doorvoeren.

Ontworpen artikel 85bis, § 11

1. Uit het verslag aan de Koning blijkt dat de vereiste “voldoende kwaliteit” verwijst naar de leesbaarheid van de processtukken en van de neergelegde stukken. Ter wille van de rechtszekerheid moet dit uitdrukkelijk gepreciseerd worden, door het woord “kwaliteit” te vervangen door het woord “leesbaarheid”.

2. Paragraaf 11 vereist tevens dat de documenten in “een door de andere partijen en de Raad van State herbruikbaar formaat” neergelegd worden. In het verslag aan de Koning staat in dat verband het volgende:

“Zo ook zal het gekozen formaat van aard zijn te kunnen worden gebruikt en hergebruikt door de andere partijen en de Raad van State, ook al aanvaardt het elektronisch platform verschillende documentformaten. Documenten in “Pdf”-formaat worden weergegeven in een vorm geschikt om te worden gekopieerd en geplakt in een andere document en, zo nodig, daar te worden bewerkt.”

Het spreekt voor zich dat de herbruikbare formaten gekozen moeten worden rekening houdend met het evenredigheidsbeginsel en duidelijk moeten worden vermeld, aangezien het gaat om een verplichting die wordt opgelegd aan de partijen die gebruik maken van de elektronische procedure en deze bijdraagt aan de eerbiediging van de rechten van verdediging.

Ontworpen artikel 85bis, § 14

1. Artikel 85bis, § 13, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 ‘tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State’ (hierna: “de algemene procedureregeling”) luidt thans als volgt:

“De Raad van State deelt de processtukken, alsook de betekeningen, kennisgevingen en oproepingen mee via neerlegging in het elektronisch dossier. Ten aanzien van de overige personen heeft de mededeling plaats overeenkomstig artikel 84.

De dossierbeheerders en hun gedelegeerden worden per elektronisch bericht van deze neerlegging op de hoogte gebracht.

Een elektronisch afschrift van de hun toegezonden berichten wordt op de website bewaard.

De termijnen die deze berichten doen ingaan, nemen een aanvang wanneer de bestemming het stuk voor het eerst raadpleegt, ongeacht [of] het de dossierbeheerder dan wel een van zijn gedelegeerden betreft. Wanneer een stuk door de bestemming ervan niet is geraadpleegd binnen drie werkdagen na het versturen van het bericht, wordt een elektronisch herinneringsbericht verstuurd. Wanneer het stuk niet is geraadpleegd, wordt het geacht ter kennis [te] zijn gebracht bij het verstrijken van de derde werkdag nadat het elektronisch herinneringsbericht is verstuurd. (...)”

Het ontworpen artikel 85bis, § 14, van de algemene procedureregeling luidt als volgt:

“De mededeling van processtukken, evenals de kennisgevingen, berichten en oproepingen door de Raad van State gebeuren via neerlegging in het elektronisch dossier. Ten aanzien van de partijen die geen gebruik maken van de elektronische procesvoering, heeft de mededeling plaats overeenkomstig artikel 84.

Gebruikers worden per elektronisch bericht van deze neerlegging op de hoogte gebracht.

Een elektronisch afschrift van de aan hen toegezonden berichten wordt op het elektronische platform bewaard.

De termijnen die deze neerleggingen doen ingaan, vangen aan wanneer een gebruiker met toegang tot het dossier voor de geadresseerde partij het processtuk voor het eerst raadpleegt. Elke gebruiker die aan de geadresseerde partij verbonden is in een bepaald dossier kan een termijn doen ingaan. Wanneer een processtuk niet is geraadpleegd binnen drie werkdagen na neerlegging door de griffie in het elektronisch dossier, wordt het stuk geacht ter kennis te zijn gebracht bij het verstrijken van de derde werkdag na de neerlegging door de griffie in het elektronisch dossier. (...).”

2. Het is voortaan de neerlegging in het elektronisch dossier (en niet meer het versturen van de e-mail waarmee de gebruikers van die neerlegging op de hoogte gebracht worden) die de termijn van drie werkdagen doet ingaan, waarna het betrokken processtuk geacht wordt ter kennis te zijn gebracht.

Er wordt nog steeds een e-mail naar de betrokken gebruikers verstuurd om hen van die neerlegging op de hoogte te stellen, maar dat is niet meer het gegeven dat het vermoeden van kennisgeving doet ontstaan.

In tegenstelling tot wat in het huidige artikel 85*bis*, § 13, staat, wordt niet langer bepaald dat een herinneringsmail wordt verstuurd ingeval het stuk niet binnen drie werkdagen na het versturen van de e-mail wordt geraadpleegd.

Het feit dat er termijnen worden vastgesteld waarbinnen de procedurehandelingen gesteld moeten worden, dient een legitiem doel van rechtszekerheid en van goed beheer van de procedure voor de Raad van State. Het startpunt van die termijn en de verplichtingen die aan de partijen opgelegd worden, moeten evenwel in een redelijke verhouding staan tot dat doel.

Naar aanleiding van een vraag hierover, heeft de gemachtigde de volgende uitleg gegeven:

“Pour la communication vers les parties, nous avons conservé la méthode de travail actuelle. Les e-mails envoyés sont comparables à la sonnette du facteur ou au message laissé dans la boîte aux lettres lorsque le destinataire n’est pas présent chez lui. La concertation avec les barreaux a montré l’importance de ces e-mails pour la plate-forme actuelle, ce qui explique pourquoi cette méthode de travail est conservée dans le nouvel environnement.

Lors de visites de travail à la CJUE et au CCE, l’importance de ces e-mails a aussi été confirmée. Dans le cadre de la procédure électronique à Luxembourg, l’utilisateur est également informé par e-mail ordinaire des activités sur leur plate-forme de procédure électronique. Comme chez nous, la notification et la réception des pièces se font via la plate-forme.

(...)

La plate-forme actuelle fonctionne également avec le démarrage automatique du délai après le téléchargement de la notification par le greffe. Cette forme active de notification n’a jamais été remise en question. La nouvelle réglementation raccourcit ce délai et supprime le rappel. La fixation du délai (3 jours ouvrables) est inspirée du système existant pour le délai de recours devant le Conseil d’État, en cas de notification de l’acte attaqué par l’envoi d’un pli recommandé sans accusé de réception (voir art. 4, § 2, alinéa 3, du règlement général de procédure). Voir aussi le rapport au Roi, examen des articles, article 1^{er}, § 14. Les conditions d’utilisation de la plate-forme vont spécifier clairement que les utilisateurs seront invités à se connecter régulièrement à la plate-forme (au moins une

fois par semaine) pour éviter cet écueil, à l'instar de ce qui est également prévu pour la procédure électronique devant la CJUE.”

Dat van de betrokken partijen verwacht wordt dat ze zelf stappen zetten, zoals het voorliggende dispositief beoogt, lijkt op zich niet onevenredig. De afdeling Wetgeving wijst er evenwel op dat de termijn van “drie werkdagen” waarna de kennisgeving geacht wordt te hebben plaatsgevonden, wordt verkort ten opzichte van de thans geldende termijn, aangezien de herinneringsmail wordt geschrapt.

Uit de verstrekte toelichtingen blijkt dat die termijn ingegeven is door artikel 4, § 2, derde lid, van de algemene procedureregeling. Die bepaling is ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 mei 2011 ‘tot wijziging van artikel 4 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State’. In het verslag aan de Koning bij dit besluit wordt uitgelegd dat het doel van die bepaling is om artikel 53*bis* van het Gerechtelijk Wetboek bij analogie toe te passen. Als de kennisgeving bedoeld in paragraaf 1 per gewone aangetekende brief, d.w.z. zonder ontvangstbevestiging, gebeurt, dan is de eerste dag van de beroepstermijn bij de Raad van State, die in deze termijn is inbegrepen, de derde werkdag na de verzending van de brief. De geadresseerde kan evenwel het bewijs leveren dat hij de brief op een andere, latere, datum heeft ontvangen.

Een aangetekende brief biedt garanties wat betreft de neerlegging ervan op het adres van de geadresseerde. Het vastleggen van het moment waarop er een vermoeden van kennisgeving is op drie werkdagen na verzending van de brief steunt op de idee dat dit de gemiddelde tijd is die de post nodig heeft om de brief of het afwezigheidsbericht van de postbode in de brievenbus te stoppen en laat toe discussies hierover te beperken. Wat betreft de raadpleging van het platform, gaat het erom dat de partijen drie werkdagen de tijd krijgen om het te raadplegen. De *ratio legis* is dus niet dezelfde.

Uit de door de gemachtigde verstrekte informatie blijkt ook dat het de bedoeling is om zich op de e-Curia-procedure te baseren, waarin een termijn van zeven dagen is voorzien.¹ De gemachtigde stelt overigens dat de advocaten de aanbeveling zullen krijgen om ten minste een keer per week op het platform in te loggen.

Tussen een vermoeden van kennisgeving na het verstrijken van een termijn van drie werkdagen te rekenen vanaf de neerlegging van het document op het platform en de aanbeveling dat de advocaten wekelijks zouden inloggen op het platform is er geen samenhang.

Om voor die samenhang te zorgen, lijkt het aangewezen om de termijn van drie werkdagen te vervangen door een termijn van vijf werkdagen.

¹ https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2024-09/2024-09-05_conditions-utilisation-ecuria_nl_2024-09-25_10-50-7_328.pdf.

Punt 23 van de gebruiksvoorwaarden bepaalt het volgende: “Een processtuk wordt geacht te zijn betekend na de zevende dag volgende op die waarop aan de gebruiker een e-mail is verzonden om hem te waarschuwen dat er een stuk beschikbaar is op e-Curia. Aangeraden wordt om ten minste één keer per week op e-Curia in te loggen.”

3. Daarnaast merkt de afdeling Wetgeving op dat de steller van het ontwerp in het verslag aan de Koning aanhaalt dat hij de eventuele problemen met betrekking tot het versturen en ontvangen van e-mails wil verhelpen. Dat gebruikers ervan verwittigd worden dat er een nieuwe kennisgeving is, vormt een belangrijke waarborg en maakt het voor de partijen gemakkelijker om hun recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel via de elektronische procedure uit te oefenen. Een gewone e-mail heeft als nadeel dat de verzender niet kan bewijzen, althans niet op duidelijke en eenvoudige wijze, dat de geadresseerde die heeft ontvangen. Uit de uitleg van de gemachtigde blijkt dat er thans geen enkele technische oplossing bestaat voor het versturen van aangetekende e-mails.² Gelet op de stand van de beschikbare technologieën moet de steller van het ontwerp, eveneens rekening houdend met de vereisten inzake haalbaarheid, beoordelen of er geen alternatieve en aanvullende verwittigingsmethodes, zoals het gelijktijdig versturen van een verwittigingsbericht naar een mobiel telefoonnummer dat zou worden doorgegeven door gebruikers die op die manier geïnformeerd willen worden, zouden kunnen worden voorzien, om het risico te beperken dat een gebruiker niet is geïnformeerd omdat hij de e-mail met de mededeling dat er een nieuw document in het elektronisch dossier is neergelegd, niet heeft ontvangen.

4. Tot slot stelt de afdeling Wetgeving vast dat het raadplegen van het elektronisch platform de gebruiker momenteel de mogelijkheid biedt om onmiddellijk te zien in welke dossiers een nieuw document is neergelegd dat moet worden geraadpleegd. De betrokken gebruiker moet dus niet voor elk dossier afzonderlijk nagaan of er een nieuw document is neergelegd. Dat is een gegeven dat bijdraagt aan de evenredigheid van de actieve stappen die van de gebruikers worden verwacht. Het verdient aanbeveling het verslag aan de Koning aan te vullen om deze wijze van functioneren van het elektronische platform te bevestigen.

5. De ontworpen bepaling moet opnieuw worden onderzocht en moet, net als het verslag aan de Koning, in voorkomend geval herzien worden in het licht van deze opmerkingen.

Ontworpen artikel 85bis, § 16

In het verslag aan de Koning staat: “Er verandert niets aan het huidige systeem.”

In het ontworpen systeem is echter een termijn van “zes maanden” voorzien, die momenteel niet bestaat. Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Il s’agit d’une méthode de travail existante qui n’était pas mentionnée dans la réglementation actuelle. Lors de l’élaboration du projet, nous avons estimé qu’il était utile de clarifier ce point.”

² Op de vraag waarom de kennisgeving niet plaatsvindt via een aangetekende e-mail in de zin van de artikelen 3, punt 36, en 43 van verordening (EU) 910/2014 van 23 juli 2014 ‘betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG’, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord: “(...) Les envois recommandés numériques pourraient éventuellement constituer une alternative (avec accusé de réception), mais semblent nettement moins adaptés pour signaler qu’un envoi est prêt à être réceptionné. Des contacts ont déjà été pris avec BPost à cet effet mais pour le moment, il n’y a pas eu de solutions concrètes proposées.”

Van die uitleg wordt akte genomen.

Artikel 2

Wat de bepaling onder b) betreft, dient de steller van het ontwerp na te gaan of de woorden “§ 14” niet vervangen moeten worden door de woorden “§ 14, vijfde lid”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO